



Communiqué de presse

264-2005 – 19 juillet 2005

Sondage Eurobaromètre

Un regard plus critique sur l'Union européenne

L'élargissement vers certains pays reste contesté au Luxembourg

Les citoyens européens jettent aujourd'hui un regard plus critique sur l'Union et paraissent moins enthousiastes en ce qui concerne l'avenir de l'Europe. Cependant, ils ne mettent en question, ni leur appartenance à l'Union européenne, ni la construction européenne elle-même, et se montrent optimistes quant à leur situation personnelle.

L'Eurobaromètre Standard de printemps que la Commission européenne vient de publier, a été effectué dans un contexte marqué par la détérioration de la situation économique et sociale dans de nombreux Etats membres de l'UE, les problèmes rencontrés dans le processus de ratification de la Constitution européenne et un désaccord sur les nouvelles Perspectives financières.

Un an après l'élargissement à dix nouveaux pays, le soutien à l'appartenance à l'Union européenne accuse en moyenne européenne une très légère baisse de 2 points, passant de 56% à 54%. On note cependant au niveau européen une progression de la perception des bénéfices tirés de cette appartenance (55%, +2 points). Le Luxembourg (72%) est placé en deuxième position après l'Irlande (87%) et ex æquo avec la Lituanie (72%) en ce qui concerne la perception des bénéfices tirés de l'appartenance à l'UE. Ces bénéfices sont spécialement mis en avant par les pays de la zone euro.

Pourtant, l'image de l'Union européenne évolue négativement (UE: 47%, -3 points; Luxembourg: 58%, troisième position) et illustre la baisse de confiance à l'égard notamment de la Commission et du Parlement (-6 points pour la Commission à 46% et -5 points pour le Parlement à 52% en moyenne européenne). Au Luxembourg, 67% (-4 points) des sondés indiquent avoir plutôt confiance dans le Parlement européen et 61% (-6 points) dans la Commission européenne. Dans ce contexte, il semble nécessaire de renforcer le rapprochement entre les institutions européennes et les peuples car 53% des personnes interrogées estiment que leur voix ne compte pas au sein de l'Union européenne.

Le renforcement de la dimension internationale de l'Union est également confirmé: dans un contexte international en constante mutation, une très large majorité des répondants soutient toujours une politique de sécurité et de défense commune (UE: 77%, Luxembourg: 87%) ainsi qu'une politique étrangère au niveau de l'Union (UE: 67%, Luxembourg: 73%).

Concernant l'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir, un citoyen européen sur deux (50%) se déclare en faveur, alors qu'au Luxembourg, seul un tiers des sondés (33%) exprime le même avis, ce qui constitue l'un des taux les plus faibles de toute l'UE. Cette tendance a été confirmée

par le résultat du récent référendum, puisque l'élargissement a été cité comme premier argument pour dire 'non' au Traité constitutionnel. Il faudra faire ici des distinctions entre trois catégories de pays différents: les citoyens au Luxembourg sont favorables, avec une grande majorité, à l'adhésion de pays riches comme la Suisse (82%), l'Islande (79%) et la Norvège (84%). Concernant la Roumanie et la Bulgarie, 49% respectivement 48% sont pour leur adhésion. Ces taux baissent pour des pays comme la Croatie (43%), Bosnie-Herzégovine (40%), l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (38%), Serbie et Monténégro (37%) et l'Albanie (29%). Finalement seuls 22% des personnes sondées au Luxembourg sont favorables à une adhésion éventuelle de la Turquie, contre 35% des citoyens européens.

Une majorité des citoyens estime être satisfaite de la démocratie dans l'UE (UE: 49%, Luxembourg: 66%, deuxième position après le Danemark). En moyenne européenne, 59% des sondés soutiennent la monnaie unique et l'UEM. Le Luxembourg occupe de loin la première position dans cette comparaison, avec 87% des personnes interrogées se disant en faveur de l'euro.

Enfin, cette vague Eurobaromètre montre la progression de la dimension sociale au niveau des préoccupations des citoyens et leur volonté de voir le rôle de l'Union européenne se renforcer face à certaines problématiques prioritaires comme la lutte contre le chômage ainsi que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Commentant les résultats du sondage, la Vice-présidente Margot Wallström a déclaré : « Nous avons besoin d'un nouveau consensus, d'une perception partagée, sur ce à quoi sert l'Europe et où elle va. Le soutien que l'Union reçoit de ses citoyens est un énorme capital politique, mais ne peut être tenu pour acquis. Les Européens aujourd'hui ont de plus grandes attentes de participation aux processus politiques et les défis qui les concernent sont la globalisation, le chômage et les problèmes sociaux. Les citoyens d'Europe et les organisations qui les représentent doivent avoir une voix plus importante, et nous, qui prenons les décisions, devons développer notre capacité à écouter les attentes et les espoirs des gens. »

Cette enquête 'Eurobaromètre Standard' a été réalisée entre le 9 mai et le 14 juin 2005. Au Luxembourg, la grille des personnes sondées comprend un tiers de ressortissants des États membres de l'UE, conformément à la structure de la population.

Un rapport plus extensif paraîtra en automne.

Pour des informations supplémentaires

Fons Theis – 4301- 32925

E-Mail: alphonse.theis@cec.eu.int

Marie-Françoise Contet – 4301 36666

E-Mail: marie-francoise.contet@cec.eu.int